

Veille santé Hongrie

Décembre 2024

Secteur public

Point sur le secteur de la santé en Hongrie

Il existe actuellement 6 424 cabinets de médecins généralistes dans le pays, dont 940 sans la présence de médecins. Cette situation signifie en réalité que 14 % des districts administratifs ne disposent d'aucun médecin à plein temps, selon l'ancien Président de la Chambre médicale Gyula Kincses. Selon lui, le problème persistera car il apparaît peu probable que des réformes significatives du secteur de la santé soient mises en place avant les élections prévues à ce stade en 2026. Il estime que seuls des ajustements mineurs et peu coûteux seront effectués cette année.

Une restructuration nécessiterait une plus grande surface de financement, ce que le gouvernement n'est pas en mesure de proposer dans la situation budgétaire actuelle. Le taux de cabinet sans médecin est passé de 3,4 % en 2013 à 5,3 % en 2017, puis à 10,2 % en 2021. Selon M. Kincses l'une des solutions passe par une amélioration des relations entre les soins de santé publics et privés, notamment en termes d'équité et de réglementation. Il suggère en particulier d'autoriser les transferts entre les deux secteurs et de permettre à l'assureur public d'acheter des soins privés.

La dette des pharmacies sera soldée prochainement

Le site 444 rapporte que des milliers de pharmacies n'ont pas été payées par la Caisse nationale d'assurance maladie (NEAK) depuis la fin du mois de novembre 2024 pour ce qui est recensé en Hongrie sous l'appellation « subvention des médicaments ». En pratique, les pharmacies établissent des comptes quatre fois par mois et indiquent à chaque fois la différence entre le prix réel des médicaments et le prix des médicaments subventionnés par le système de sécurité sociale que l'État a l'obligation de leur rembourser. Il s'avère toutefois que multiples pharmacies ont fait savoir que les remboursements demandés n'avaient pas été honorés depuis des semaines.

La raison de cette situation tient clairement à la mauvaise orientation des comptes publics hongrois : les 500,329 Mds HUF prévus pour 2024 pour les subventions pharmaceutiques ont déjà été utilisés. Cela peut s'expliquer par le fait que ce budget était inférieur à celui de 2023 (506 Mds), alors que le montant des subventions versées croît chaque mois dans une fourchette de 9 à 15 %.

Selon la décision prise par le gouvernement à la fin de l'exercice 2024, un montant de 54 Mds HUF supplémentaire devrait être alloué à NEAK pour les remboursements. Les retards de paiement devraient, quant à eux, être soldés conformément au système de paiement du Trésor hongrois.

Pas de tests de dépistage obligatoire à partir de janvier

Pour rappel, le Parlement hongrois a adopté, en juin 2024, un amendement législatif afin de permettre au ministre de l'intérieur, Sándor Pintér, d'officialiser un dépistage obligatoire. Ce dernier visait notamment l'examen tous les 3 ans pour détecter un éventuel cancer du col de l'utérus pour les femmes âgées de 25 à 65 ans, un examen tous les deux ans pour prévenir le cancer du sein pour les femmes âgées de 45 à 65 ans et un dépistage du cancer colorectal pour les hommes et les femmes dans une tranche d'âge située entre 50 et 70 ans.

Cette initiative sanitaire a cependant suscité de vives protestations de la part de la population et des professionnels de santé. Le ministère de l'intérieur a néanmoins confirmé en décembre que les dépistages volontaires seraient maintenus, de sorte qu'aucune décision n'a été prise pour l'introduction des dépistages obligatoires. Selon les professionnels de santé, les hôpitaux ne sont pas prêts pour le dépistage obligatoire en raison d'un manque de personnel et de matériel.

En Hongrie, très peu de personnes se font dépister. Alors que plus de 32 000 personnes meurent chaque année d'un cancer, seulement 35 % des personnes appelées à subir un dépistage du cancer du sein le font ; ce chiffre n'est que de 25,6 % pour le cancer colorectal.

Secteur privé

Sanofi en Hongrie, un succès mondial

Sanofi a connu une transformation organisationnelle majeure au cours de la dernière décennie. Celle-ci visait à accroître, selon sa nouvelle Directrice générale depuis juillet 2024 Anikó Deszk, son efficacité par la centralisation de ses processus opérationnels. En Hongrie, Sanofi dispose de quatre sites (Csanyikvölgy-Borsod, Veresegyháza, Budapest, et le centre de services internationaux également à Budapest) et emploie 2 400 personnes. Le centre de service Sanofi Budapest Hub emploie actuellement 1 400 personnes et devrait doubler de taille d'ici trois ans. Au total 56 nationalités y travaillent, mais 75 % des employés sont Hongrois.

Un investissement de 8 Mds HUF a été réalisé dans l'unité de fabrication de seringues située dans le comté de Borsod, avec une subvention gouvernementale à hauteur de 1,2 Mds HUF. Au cours des dix dernières années, plus de 22 Mds HUF ont été investis dans le site du nord de la Hongrie.

Sanofi est actuellement le 22^{ème} exportateur de l'économie hongroise (en chiffre d'affaires, l'entreprise se situe au 34^e rang), selon les données 2022. Les marchés de Sanofi sont principalement régionaux, c'est-à-dire les pays d'Europe centrale et orientale, y compris les Etats autrefois intégrés à l'Union soviétique. C'est l'immunologie qui est au cœur de la R&D. La raison en est simple : des millions de personnes dans le monde vivent avec des maladies auto-immunes qui affectent un nombre croissant d'individus et affectent de manière très significative la qualité de vie des personnes concernées et de leurs familles. La modernisation est un objectif clé dans le fonctionnement quotidien de l'entreprise, avec une prise de décision fondée sur les données et des solutions numériques, y compris grâce à l'intelligence artificielle. Chaque investissement, développement et transformation organisationnelle vise à devenir un leader de l'innovation immunologique et de la numérisation, tout en contribuant au développement de l'économie hongroise et des soins de santé. Sanofi se concentre sur les médicaments délivrés sur ordonnance, qui représentent environ deux tiers des revenus de l'entreprise, et vise à augmenter la part des nouveaux produits dans son portefeuille.

Sanofi possède quatre entités juridiques en Hongrie, dont la plus importante est *Sanofi-Aventis Trade and Services Ltd*, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 230,2 Mds HUF et un bénéfice après impôts de 9,1 Mds HUF au cours du dernier exercice clos en 2023. Le bénéfice en pourcentage du chiffre d'affaires a augmenté de manière significative par rapport à la base 2022, avec un bénéfice qui a triplé dans un contexte de légère baisse du chiffre d'affaires. Selon Anikó Deszk, l'exercice 2024 a été fructueux, à l'instar de celui des principaux fabricants d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, et ce principalement grâce aux développements innovants dans le domaine de l'immunologie.

En ce qui concerne l'environnement commercial, elle partage l'avis de MAGYOSZ (Association hongroise des fabricants de produits pharmaceutiques) et de l'AIPM (Association des fabricants de produits pharmaceutiques innovants) : les taxes sur les bénéfices supplémentaires sont des charges importantes, sans lesquelles la marge de manœuvre pourrait être plus grande. L'industrie pharmaceutique est de fait très lourdement sanctionnée par la charge fiscale en Hongrie. Anikó Deszk insiste beaucoup par ailleurs sur la nécessité de réfléchir à la manière dont la thérapie sera mise à la disposition des patients à un stade précoce de son développement. « Nous travaillons en étroite collaboration avec les décideurs du secteur de la santé et les organisations professionnelles afin de promouvoir l'amélioration de la qualité des soins aux patients ». L'approvisionnement du marché hongrois est prioritaire pour l'entreprise, même si neuf boîtes de médicaments sur dix sont exportées. Les stocks de réserve stratégiques et l'optimisation continue de la production garantissent la stabilité de l'approvisionnement en médicaments sur le marché hongrois. À titre d'exemple positif, il convient de rappeler que, pendant l'épidémie de Covid, Sanofi avait réagi rapidement aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement et réussi à maintenir une disponibilité continue.

Situation de Richter

L'entreprise se décrit comme « une multinationale pharmaceutique basée en Hongrie et axée sur l'innovation ». Gábor Orbán, PDG de Richter, a expliqué dans une interview accordée à Index que le siège hongrois était très important car les décisions arrêtées tenaient toujours compte des intérêts économiques hongrois, notamment pour intégrer les éléments les plus importants de la chaîne de valeur dans l'économie locale. Plus de mille chercheurs travaillent en Hongrie, et s'efforcent d'accroître la richesse intellectuelle du pays.

Selon le PDG et vis-à-vis des grandes entreprises étrangères qui dominent le marché hongrois, Richter met surtout l'accent sur la sécurité de l'approvisionnement au niveau national, sur des produits de haute qualité et abordables, et largement distribués. L'entreprise souhaite rester le pilier des soins primaires. Il considère que le financement des médicaments en Hongrie pourrait s'inspirer de certains États voisins ou autres pays membres de l'UE, où celui-ci est assuré par le Fonds national d'assurance maladie (NAHF). La situation est de fait beaucoup plus contrainte en Hongrie où, dans de nombreux cas, les protocoles sont très stricts. Pour Gábor Orbán, l'inclusion de médicaments dans le financement n'est pas bonne au-delà d'un certain point, notamment si elle se fait au détriment des soins primaires. De fait, il n'y a guère eu d'augmentation de prix localement dans la gamme des médicaments sur ordonnance depuis 2006, ce qui laisse peu de couverture pour de nombreux produits. Le constat est que certaines thérapies coûtent moins cher par mois qu'un paquet de chewing-gum. La sécurité d'approvisionnement pourrait être renforcée par la mise en œuvre d'une liste stratégique de médicaments et une préférence pour les produits fabriqués localement.

Richter est présent sur le marché russe depuis exactement 70 ans et environ 12 millions de patients y ont consommé ses produits. Selon le PDG, il s'agit d'un marché important pour l'entreprise et leur rôle y est très similaire à celui de la Hongrie, c'est-à-dire fournir les produits abordables et de haute qualité pour un large éventail de soins primaires. Il n'entend pas se retirer de ce marché en raison de la responsabilité majeure de la société en termes d'approvisionnement. Mais, à cause de la guerre, le développement de l'entreprise y a été freiné. Actuellement il est difficile de maintenir la production locale par exemple à cause des produits sanctionnés. Le gouvernement hongrois essaie d'aider Richter, et intervient dans des cas bien précis, par exemple si un logiciel figure sur une liste de sanctions, mais aussi en cas d'éventuelles perturbations de la production.

S'agissant de la taxe spéciale imposée depuis 2022 et supprimée en 2024, Gábor Orbán estime qu'il n'y avait pas de précédent à cette taxation. Il juge positif que cette taxe ait été supprimée, mais Richter devra désormais s'acquitter de l'impôt minimum mondial. En raison de sa taille, l'entreprise sera placée dans la catégorie des entreprises imposées à un taux effectif de près de 15 % pour les prochaines années, ce qui inclut l'impôt sur le revenu des sociétés et la taxe professionnelle locale. L'année dernière, la charge fiscale de Richter a été nettement inférieure à celle de 2022 et 2023, mais elle a doublé par rapport à celle d'avant 2022.

En ce qui concerne la stratégie d'acquisition, Richter travaille constamment sur de nouvelles cibles, mais l'expansion géographique n'est pas un objectif en soi, parce que l'entreprise est déjà présente sur de nombreux marchés. Ce qui prime, selon le PDG de Richter, c'est de mettre en œuvre les priorités fixées l'an dernier, dont la nouvelle collaboration de recherche et développement avec AbbVie, les promesses faites dans le domaine de la biotechnologie, et l'accélération du développement des produits en gynécologie. Gábor Orbán considère 2024 comme un bon cru et des chiffres corrects. La rentabilité s'est beaucoup améliorée, non seulement pour les produits phares, mais aussi pour l'ensemble de leur catalogue. Mais Richter doit tenir compte du fait que la gynécologie n'est pas un marché à croissance dynamique, contrairement à la biotechnologie. Le segment de la gynécologie stagne, notamment la contraception sur laquelle se focalise Richter. Parallèlement, Gábor Orbán constate que dans d'autres domaines, par exemple dans celui de la recherche, le secteur neuropsychiatrique gagne du terrain.